

N° 148
S É N A T

Le 26 juin 2011

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

RÉSOLUTION EUROPÉENNE

*sur la recommandation de recommandation du Conseil concernant le **programme national de réforme de la France pour 2011** et portant avis du Conseil sur le **programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014** (E 6315).*

Est devenue résolution du Sénat, conformément à l'article 73 quinquies, alinéas 4 et 5, du Règlement du Sénat, la proposition de résolution de la commission des finances dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : 615 et 661 (2010-2011).

Le Sénat,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014,

Vu le programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014 transmis aux autorités de l'Union européenne le 3 mai 2011,

Vu l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et en particulier son paragraphe 4, qui prévoit que *« lorsqu'il est constaté (...) que les politiques économiques d'un État membre ne sont pas conformes aux grandes orientations (...) ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, (...) le Conseil, sur recommandation de la Commission, peut adresser les recommandations nécessaires à l'État membre concerné »* et *« statue sans tenir compte du vote du membre du Conseil représentant l'État membre concerné »*,

Vu le règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil, du 7 juillet 1997, relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, dans sa version du 27 juillet 2005,

Vu la recommandation de recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme de la France pour 2011 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité actualisé de la France pour la période 2011-2014 adoptée par la Commission européenne le 7 juin 2011 (E 6315),

– souligne que les programmes de stabilité doivent reposer sur des hypothèses de croissance correspondant à la croissance potentielle de l'économie, pour ne pas surestimer l'amélioration du solde public ; que le programme de stabilité 2011-2014, qui retient des hypothèses de 2,25 % en 2012 et 2,5 % en 2013 et 2014, ne satisfait pas à cette exigence ;

– observe que l’autre raison principale du non-respect de la trajectoire de solde de la quasi-totalité des programmes de stabilité passés réside dans une hypothèse de croissance des dépenses publiques de l’ordre de 1 % en volume, contre une exécution en moyenne supérieure à 2 % ; qu’en conséquence, l’objectif de 0,6 % du programme de stabilité 2011-2014 devrait être mieux documenté ;

– rappelle que le respect de la trajectoire de solde conditionne la réduction du ratio d’endettement public à compter de 2013 ;

– se félicite de ce que la recommandation au Conseil souligne la nécessité de déplacer la charge fiscale du travail vers l’environnement et la consommation ;

– estime indispensable la mise en œuvre d’une politique énergique de réduction des dépenses fiscales et des dépenses de prélèvements sociaux et, plus généralement, des allègements de prélèvements obligatoires ;

– constatant que la plupart des programmes de stabilité présentés en avril 2011 par les autres États membres de la zone euro comportent plusieurs scénarios de croissance, incite le Gouvernement à inclure dans ses prochains programmes de stabilité un scénario alternatif reposant sur une hypothèse de croissance de 2 % par an ;

– demande au Gouvernement de confirmer au Conseil son engagement, résultant du rapport annexé à la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 précitée, de prévoir dès l’automne 2011 des mesures supplémentaires pour respecter sa trajectoire de solde, s’il apparaissait que la croissance ou les dépenses publiques devaient être respectivement inférieures ou supérieures aux hypothèses retenues ;

– estime que les politiques d’ajustement, à l’échelle européenne, ne sont soutenables qu’accompagnées de politiques de soutien de la croissance et doivent s’inscrire dans la mise en œuvre de la stratégie UE 2020.

Devenue résolution du Sénat le 26 juin 2011.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER